



# Facturation électronique : *transformer une obligation* en opportunité de digitalisation

CERCLE  
DES EXPERTS



**Coralie RIBAUTE**  
Expert-Comptable



**Emilie CHEREL**  
Consultante Digitalisation



À partir de septembre 2026, la réforme de la facturation électronique s'impose progressivement à toutes les entreprises. Cette transition peut devenir un levier puissant de modernisation et de performance, en incitant à une digitalisation forte des processus.

Par **Émilie CHÉREL**, consultante en digitalisation et organisation administrative, et **Coralie RIBAUTE**, expert-comptable et directrice associée, cabinet HLP Audit

### **Facturation électronique : est-ce que cela me concerne et comment puis-je la mettre en place ?**

Toutes les entreprises devront émettre et recevoir des factures électroniques si elles entrent dans le champ d'application de la TVA. Les obligations varient selon qu'il s'agisse de flux BtoB ou BtoC, avec des spécificités liées aux opérations internationales.

Avant de se lancer, un état des lieux est indispensable : audit des outils existants, cartographie des flux et des processus internes, identification des points de friction. Cette démarche permet aux dirigeants de construire une organisation digitale optimale, en les aidant à identifier les périmètres fonctionnels couverts et les éventuels doublons. Cette réflexion aboutit ensuite au choix d'une ou plusieurs plateformes agréées. Une vigilance particulière doit être portée à la prise en compte des 44 cas d'usage identifiés par l'Association française de normalisation (Afnor). Il s'agit des cas spécifiques, reconnus comme pouvant générer des difficultés dans un système intégré (notes de frais en doublon d'une facture, facturation d'acompte, affacturage, etc.). Ainsi, la mise en conformité ne se limite pas à la facture en elle-même : elle devient le point de départ d'une démarche de digitalisation structurante pour l'entreprise.

### **Facturation électronique : comment en faire un levier de digitalisation ?**

#### **1. Automatisation des processus et gain de temps**

La facturation électronique automatise et sécurise un processus souvent chronophage. Les factures émises sont transmises sur une plateforme agréée, intégrées en comptabilité et suivies en temps réel. Les factures d'achat peuvent être reçues, lues et rapprochées automatiquement, sans ressaisie. D'autres flux, comme les notes de frais, les paiements ou le rapprochement bancaire, peuvent également être automatisés, ce qui réduit les tâches manuelles et fiabilise les données. L'enjeu majeur réside dans le choix d'outils connectés entre eux, car le recours à des systèmes isolés entraînerait la mise en place d'exports manuels générant des erreurs et une perte de temps. Ces outils utilisent l'IA, permettant un gain de temps significatif.

#### **2. Fiabilité des données et pilotage**

La facturation électronique améliore la traçabilité des documents : les pièces sont centralisées, facilitant la consultation et le contrôle. La conformité est renforcée grâce à des règles appliquées par les plateformes, limitant ainsi l'exposition aux risques fiscaux. Concrètement, un système digital permet un suivi en temps réel des factures et des paiements : visualisation des factures émises, reçues, en attente de règlement ou déjà payées, alertes sur les retards, et vision claire des échéances. Auparavant, le pilotage reposait majoritairement sur le relevé bancaire, sans visibilité sur les flux futurs. Cette évolution permet d'effectuer une analyse plus approfondie des liquidités et des engagements, et offre la possibilité d'élaborer un prévisionnel de trésorerie à court terme à l'aide de l'outil.

#### **3. Optimisation de l'organisation interne**

La réforme de la facturation électronique permet de revoir l'organisation interne des entreprises. Pour les grandes entreprises, la digitalisation favorise l'harmonisation des flux entre les différents services : finance, achat, commercial. En partageant des données communes au sein d'un même outil, elle limite les allers-retours et réduit les risques de perte d'informations. Par ailleurs, ces outils permettent de définir des circuits de validation clairs. Ainsi, la responsabilité est mieux répartie, la séparation des fonctions est respectée et le contrôle interne est renforcé. Les petites entreprises ne sont pas en reste : la numérisation leur permet de passer d'une gestion souvent fragmentée (Excel, courriels, papier) à un outil centralisé. Le dirigeant gagne en visibilité sur son activité, sécurise ses flux, limite les risques d'oublis ou de pertes d'informations, et dispose d'outils de pilotage du résultat et de la trésorerie. Toutes les entreprises peuvent désormais bénéficier d'un système de relance efficace pouvant soulager la trésorerie : les outils permettent d'automatiser les relances clients, réduisant la dépendance aux interventions humaines.

### **Quels enseignements tirer des autres pays concernés ?**

Les retours d'expérience internationaux montrent que la facturation électronique ne se limite pas à une obligation réglementaire. En Europe, l'obligation BtoB reste limitée à quelques pays : l'Italie, la Roumanie et la Belgique, tandis que l'Allemagne avance progressivement. Malgré des cadres différents, les constats sont proches : des flux plus fluides, une meilleure traçabilité et une information comptable plus fiable, et une baisse des coûts de traitement. Pour les entreprises, ces évolutions vont au-delà du seul gain administratif : elles permettent de mieux maîtriser le cycle de facturation, de sécuriser la gestion et d'améliorer la visibilité sur les encaissements, en particulier pour les petites entreprises. La facturation électronique peut donc constituer une opportunité pour transformer une contrainte réglementaire en moteur de performance durable. Cependant, cette transformation ne s'improvise pas. Elle nécessite une compréhension fine des enjeux, des cas d'usage et des impacts organisationnels. C'est pourquoi se faire accompagner par des professionnels, experts-comptables ou spécialistes de la digitalisation, permet de sécuriser la mise en conformité, de structurer les processus et de maximiser les bénéfices de la réforme. ●